



PLATFORMA
La voix européenne des Autorités Locales
et Régionales pour le développement

Conférence PLATFORMA : le nouveau partenariat Afrique - UE : Quel rôle pour les collectivités territoriales ?

Mardi 10 octobre 2017, 16h15 - 17h45



Sommet Union Africaine - Union Européenne 2017
African Union - European Union Summit 2017

29 - 30 Novembre 2017
Abidjan, Côte d'Ivoire

Modérateur :

- Frédéric Vallier, Secrétaire général du CCRE

Intervenants :

- Jean-Marie Tetart, Maire de Houdan, président de Yvelines Coopération Internationale et Développement, Représentant du Président de Cités Unies France au 1er Forum des gouvernements locaux et régionaux UA-UE à Abidjan
- Boubacar Bah, Président de l'Association des Municipalités du Mail
- Monica Barni, Vice-présidente de la Région Toscane, Italie
- Carl Wright, co-auteur de l'étude sur « Les gouvernements locaux et régionaux et l'accord de Cotonou UE-ACP »
- Jean Pierre Elong Mbassi, Secrétaire général de CGLU Afrique

Frédéric Vallier introduit la session en annonçant le premier Forum des gouvernements locaux et régionaux de l'Union Africaine et de l'Union Européenne le 27 Novembre 2017 à Abidjan. Ce Forum a été reconnu comme un événement parallèle officiel au 5^e Sommet UA-UE des chefs d'Etats et de gouvernements. Il invite les intervenants à réfléchir en vue de ce

Forum des gouvernements locaux aux grands enjeux de la Stratégie commune Afrique-UE du point de vue des collectivités, ainsi qu'à leurs attentes pour ce Forum.

Jean-Marie Tetart a lancé la discussion en soulignant le parcours historique dans lequel s'inscrit le sommet des élus locaux Union Africaine-Union Européenne, le 27 Novembre 2017 à Abidjan. L'émergence des associations de gouvernements locaux et régionaux (GLR) dans les grands forums internationaux a commencé à Rio ('92) et est devenue une réalité incontournable actuellement. L'organisation d'un sommet d'élus locaux lié au sommet des Etats est donc nécessaire. Il faut que les GLR soient, non seulement impliqués dès la conceptualisation du sommet entre Etats, mais aussi dans le suivi de ses conclusions. Ces forums sont clés pour que les GLR s'affirment en tant qu'acteurs décideurs, et pour qu'ils cherchent à tracer des relations avec leurs partenaires à l'international. Il est aussi important de parler de la coopération territoriale en articulant tous les acteurs locaux.

Boubacar Bah a ajouté qu'au niveau de l'espace de l'UEMOA et de la CEDAO il y a un mouvement d'acteurs qui demandent un débat et une visibilité sur les thèmes locaux. Il nous faut travailler ensemble pour cette reconnaissance. Il y a en Europe la charte de l'autonomie locale, en Afrique l'adoption de la charte sur les valeurs et principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local ; ces deux outils peuvent être utilisés à cette fin.

Monica Barni a présenté le modèle de coopération décentralisée développé dans sa région, en Toscane. Depuis les dernières années la région s'efforce d'impliquer tous les acteurs clés du territoire. Cette pratique (approche territoriale et inclusive) pourrait servir de bonne pratique pour inspirer les nouvelles relations entre l'UE et l'UA. Elle a également mentionné l'intégration de toutes les politiques sectorielles en faveur des objectifs du développement durable, y incluant tant la coopération décentralisée que les politiques d'accueil aux migrants dans la région. Une approche intégrée au développement est nécessaire pour le nouveau cadre des relations UE-Afrique.

Carl Wright a mis l'accent sur les déficits d'une reconnaissance limitée du rôle des gouvernements locaux et régionaux au sein des stratégies UE-Afrique. Ainsi, l'article 4 de l'accord de Cotonou fait mention des acteurs locaux, mais ceci ne s'accompagne pas d'un appui financier direct. D'autre part, les plans nationaux de mise en oeuvre des Accords comprennent des appuis financiers très limités à la coopération décentralisée. Dans ce sens, le nouveau contexte des politiques du développement marqué par l'agenda 2030 et la localisation des ODD peut devenir une opportunité puisque les 17 ODD touchent de façon directe le niveau local et les gouvernements locaux dans leur capacité de décideurs et exécuteurs de politiques publiques. Il s'agit d'une opportunité pour l'ouverture à de nouvelles approches au-delà de la coopération entre Etats, comme celui de l'intégration des acteurs



territoriaux ou bien la coopération entre régions. Enfin, Mr. Wright a annoncé que ce sommet doit s'inscrire dans une ligne de continuité et que dans le future les sommets locaux devraient devenir des éléments nécessaires aux agendas des sommets entre États.

Jean Pierre Elong Mbassi a expliqué qu'Abidjan doit être la scène d'un nouveau paradigme, changeant la prise de décisions en matière de coopération et de relations UE-Afrique: les Programmes Indicatifs Nationaux et Programmes Indicatifs Régionaux qui étaient par le passé établis entre Etats doivent dans le future être le résultat de négociations multi-acteurs. Le chemin parcouru est néanmoins long en ce qui concerne la reconnaissance du rôle de ses acteurs en matière internationale et de développement depuis Rio, mais il faut continuer à avancer. L'accord de Cotonou expire en 2020, et le sommet à Abidjan est le dernier dans l'agenda avant la date d'expiration, et pourtant la négociation des accords post-Cotonou ne figurent pas dans l'agenda des discussions de ce mois de Novembre. Les GLR ont le devoir d'alerter l'UE de la gravité de laisser de côté ce sujet. Enfin, il a souligné que la coopération internationale serait plus efficace si un quart des fonds étaient canalisés directement aux actions de coopération décentralisée. C'est l'un des messages clés que les associations de GLR porteront à Abidjan.

Débat avec la salle :

Nelson Fernandez, Directeur de la coopération internationale de la municipalité de Montevideo, Uruguay et Secrétaire régional de METROPOLIS, a insisté sur cette même idée en soulignant les fortes implications que les agendas globaux ont au niveau local. Face à ces défis, les villes s'organisent et nourrissent leurs relations via l'échange, le partage et l'apprentissage croisé. Il a enfin fait référence à l'expérience latino-américaine dans ses relations avec l'UE et qui pourrait servir d'inspiration aux acteurs locaux face aux discussions qui auront lieu à Abidjan.

Pierre Schapira a félicité les organisations présentes pour le bon travail fait au niveau de l'avancement des relations entre les GLR des deux continents, un élément manquant dans le contexte de la coopération international des dernières décennies.

Sandra Ceciari, Consultant en matière de coopération au développement, a remarqué les grandes opportunités et potentialités d'une telle coopération.

Flora Geley, Commission européenne DG DEVCO, a répondu aux interpellations de M. Mbassi en insistant sur le fait qu'au-delà des sujets formellement inscrits sur l'agenda, les messages de tous les acteurs clés, dont les associations de GLR, seront écoutés lors de ce sommet. Elle a fait mention du travail auprès des délégations de l'UE pour une meilleure et



plus cohérente acceptation de l'approche transversale dans l'implémentation des politiques de l'UE aux pays partenaires, et sur l'importance des pouvoirs locaux.

Jocelyne Bougeard, Adjointe au Maire de Renne, a fait mention de l'importance de porter les messages de la Charte européenne de l'égalité entre les hommes et les femmes également dans des sommets comme celui d'Abidjan afin de souligner les acquis et les défis qui nous concernent tous et toutes.

Des représentants d'ONGs basées en France et présents dans la salle ont partagé leurs expériences réussites de collaboration et travail avec des autorités locales et régionales et ont défendu un tel approche multi-acteur pour des nouvelles relations avec les pays partenaires.

Mr. Mbassi a clôturé la session en rappelant aux participants que les inscriptions au Sommet des élus locaux sont ouvertes, et en donnant un aperçu du programme actualisé du sommet.

PLATFORMA est la coalition européenne des collectivités territoriales – et leurs associations – actives dans la coopération décentralisée : la coopération au développement de ville à ville et de région à région. Depuis sa création en 2008, PLATFORMA représente plus de 100 000 gouvernements locaux et régionaux. Tous sont des acteurs clés de la coopération internationale pour un développement durable.

Le but de PLATFORMA est de faciliter l'échange de connaissances et l'apprentissage mutuel, mais aussi de renforcer le rôle spécifique des gouvernements locaux et régionaux dans les politiques de développement.

En 2015, PLATFORMA a signé une convention-cadre de partenariat avec la Commission européenne. Ses signataires s'engagent à prendre des mesures fondées sur des valeurs et des objectifs communs pour lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le monde tout en favorisant la démocratie locale et le développement durable.

